

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 6 février 2026

FOCUS : GUYANA – LE BUDGET PRÉSENTE INTEGRE DES TRANSFORMATIONS DE LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE 2

Bolivie 3

En décembre, la balance commerciale est excédentaire (+159 M\$) alors qu'elle était généralement déficitaire depuis 2024. 3

Colombie 3

La Banque centrale relève de 100 pdb son taux d'intérêt directeur, à 10,25 %. 3

En 2025, le taux de chômage recule à 8,9 %. 3

La Cour constitutionnelle suspend temporairement le décret d'urgence économique, une première en Colombie. 4

Équateur 4

Le gouvernement équatorien et *Power China* ont entamé des négociations pour la concession de Coca Codo Sinclair. 4

Petroecuador a pour objectif de doubler la production de gaz naturel. 4

Guyana 5

Le chômage a atteint un point bas à 6,8 % au T4 2024. 5

Pérou 5

L'exploitation minière informelle met en péril 12 Md\$ de projets d'investissement. 5

Les exportations péruviennes ont dépassé 90 Md\$ en 2025, un nouveau record. 5

Suriname 6

Le Suriname lance un crédit destiné aux jeunes entrepreneurs. 6

Venezuela 6

Les États-Unis assouplissent les sanctions envers le pétrole vénézuélien. 6

La réforme de la loi sur les hydrocarbures ouvre la porte aux investissements étrangers. 6

En décembre, la production de pétrole aurait atteint 1,1 M de bpj. 7

Focus : Guyana – Le budget présenté intègre des transformations de la gouvernance économique

Le budget 2026 du Guyana, de 7,45 Md\$ (27 % du PIB), a été présenté le 26 janvier à l'Assemblée nationale. En hausse de 12,8 % par rapport à celui de 2025, il s'inscrit dans un contexte de forte croissance économique (+19,3 % en 2025).

Le déficit devrait se creuser fortement pour atteindre 7,7 % du PIB en 2026 (-2,1 Md\$). Malgré l'absence de nouveaux impôts, le gouvernement prévoit une hausse des recettes fiscales de +11,7 % pour atteindre 2,3 Md\$ en 2026. Le budget prévoit des recettes non-fiscale d'environ 2,8 Md\$ (dont 2,4 Md\$ du *Natural Resource Fund - NRF*, cf. *infra* - et 230 M\$ de crédits carbone) tandis que les dépenses courantes devraient atteindre 3,4 Md\$ et les dépenses d'investissement 3,7 Md\$. Le Fonds des ressources naturelles (NRF) devrait abonder 2,4 Md\$ au budget, confirmant que l'expansion de l'État n'est pas tirée par une croissance organique des recettes, mais par les retraits du NRF. Pour mémoire, le NRF capte l'intégralité des recettes pétrolières publiques, et a atteint 3,2 Md\$ à fin 2025.

76 % du budget, soit 5,6 Md\$, est alloué à quatre domaines :

- **Pétrole et gaz (15,2 % du budget)** : L'exploration de pétrole se poursuit avec la cartographie des superficies sous-marines via une étude sismique en 3D. Le gouvernement souhaite également développer le gaz naturel via le projet *Gas-to-Energy (GtE)*. Si la première phase de ce projet doit être opérationnelle d'ici fin 2026, son extension devrait permettre de développer une nouvelle centrale de 300 MW et une installation de gaz naturel liquéfié (GNL). Ce projet devrait permettre de doubler la production d'électricité et d'en réduire les coûts de 50 %, aujourd'hui particulièrement onéreuse ;
- **Capital humain (32,3 %)** : Le secteur éducatif (878 M\$) devrait développer la gratuité des frais d'université, des bourses pour l'apprentissage en ligne et un soutien financier aux familles. Les programmes universitaires en ingénierie et en médecine sont en cours d'expansion, avec une allocation de 69 M\$ à l'université du Guyana. Par ailleurs, le secteur de la santé devrait recevoir 770 M\$, alloués à l'expansion et à la modernisation des infrastructures et des services de santé. Le secteur du logement quant à lui devrait se voir allouer 760 M\$, notamment pour la construction de 40 000 nouveaux logements ;
- **Infrastructures (22,7 %)** : le gouvernement souhaite créer un réseau routier moderne reliant la côte atlantique à la frontière avec le Brésil. Un investissement de 15,3 M\$ est également alloué à la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport international Cheddi Jagan (CJIA), afin d'en faire un *hub* régional ;
- **Agriculture et sécurité alimentaire (5,5 %)** : Le gouvernement souhaite moderniser les industries traditionnelles telles que le sucre et le riz, ainsi que promouvoir la diversification vers d'autres cultures, l'élevage et l'aquaculture. L'industrie sucrière devrait connaître une expansion de 68 % en 2026, soutenue par une allocation de 64 M\$ destinée à mécaniser l'agriculture, moderniser les usines et développer la production. La stratégie long-terme consiste à transformer la *Guyana Sugar Corporation (GUYSUCO)* en une entité agro-industrielle diversifiée.

Afin de favoriser la diversification économique et la compétitivité du secteur manufacturier, **le Gouvernement prévoit de désigner des zones de développement spécial dans lesquelles les entreprises bénéficieront d'incitations fiscales.** Ces zones seront identifiées en visant un développement géographiquement équilibré, tenant compte de la proximité des matières premières et de la connectivité aux marchés nationaux. Une banque publique de développement visant le financement des MPME est également créée.

Bolivie

En décembre, la balance commerciale est excédentaire (+159 M\$) alors qu'elle était généralement déficitaire depuis 2024.

En décembre, l'excédent commercial de la Bolivie a été multiplié par 5 par rapport à novembre (30 M\$). Par rapport à décembre 2024, le solde s'est amélioré de 257 M\$, passant d'un déficit de -97,6 M\$ à un excédent de 159,4 M\$. Sur l'année 2025, la Bolivie enregistre néanmoins un déficit cumulé de -327 M\$.

Les exportations ont atteint 1 Md\$ en décembre (+27 % en g.a.). Cette hausse a été portée par le dynamisme de l'industrie manufacturière et notamment des exportations d'or et d'argent métalliques (+28 % et +70 % respectivement en valeur, par rapport à novembre), grâce à la hausse des cours mondiaux des métaux. Dans le même temps, les importations se sont contractées de -9,4 % en valeur.

Le gouvernement cherche à relancer le commerce extérieur. Au niveau des importations, le président a approuvé le décret exonérant de TVA l'importation d'hydrocarbures. Au niveau des exportations, le gouvernement a promulgué ce 26 janvier des mesures visant à libéraliser les exportations de soja.

Colombie

La Banque centrale relève de 100 pdb son taux d'intérêt directeur, à 10,25 %.

Le 29 janvier, la Banque centrale a réhaussé de 100 pdb son taux directeur, l'amenant à 10,25 % (contre 9,25 % précédemment). Cette décision marque la première hausse de taux depuis avril 2023, qui retrouvent leur niveau de septembre 2024.

La hausse des anticipations d'inflation a conduit à cette mesure de précaution. L'inflation n'a pas baissé en 2025 malgré le maintien d'une politique monétaire restrictive. Ainsi, l'inflation a atteint 5,1 % en 2025, contre 5,2 % en 2024. Par ailleurs, les anticipations d'inflation ont significativement augmenté après l'annonce de la hausse du salaire minimum en décembre (+23,7 %). Celles-ci sont passées de 4,6 % à 6,4 % pour 2026 et de 3,8 % à 4,5 % pour 2027.

En réaction à la hausse du taux directeur, le gouvernement a exprimé son désaccord avec cette décision et annoncé un décret de réduction de 0,15\$ (500 COP) du prix de l'essence à partir de février, afin de lutter contre l'inflation.

La décision de la Banque centrale a dépassé les attentes des analystes qui misaient sur une hausse de 50 pdb, à 9,75 %. Elle a par ailleurs fortement divisé le comité de politique monétaire : quatre co-directeurs ont approuvé cette décision, alors que deux co-directeurs souhaitaient une réduction de 50 pdb (à 8,75 %) et un autre co-directeur était favorable à un maintien des taux.

En 2025, le taux de chômage recule à 8,9 %.

Le taux de chômage en 2025 a reculé de 1,3 pp pour s'établir à 8,9 % (contre 10,2 % en 2024). Les taux d'activité et d'emploi ont dans le même temps augmenté, pour atteindre respectivement 64,3 % (+0,4 pp par rapport à 2024) et 58,6 % (+1,2 pp). Les femmes restent cependant sous-représentées avec un taux d'activité de 47,5 % en décembre (contre 71,9 % pour les hommes) et un taux de chômage plus élevé (10,1 % contre 6,4 % pour les hommes). Le taux d'informalité recule légèrement à 55,5 % en décembre (contre 56,7 % en décembre 2024).

Les secteurs ayant le plus contribué à la hausse de l'emploi sont l'hôtellerie et la restauration (0,6 pp), l'industrie

manufacturière (0,6 pp), l'administration publique (0,5 pp) et le transport et stockage (0,5 pp). Les emplois en expansion sont ceux d'ouvriers et employés particuliers ainsi que des auto-entrepreneurs (+4 % chacun en g.a.). Sur ce dernier point, les auto-entrepreneurs représentent près de la moitié des emplois créés sur l'année (48 %), témoignant d'une précarisation de l'emploi.

La Cour constitutionnelle suspend temporairement le décret d'urgence économique, une première en Colombie.

La Cour constitutionnelle a suspendu le décret d'urgence économique qui devait permettre de combler une partie du déficit du budget 2026. Sur les 4,5 Md\$ (16 300 Md COP) sous-financés, le décret d'urgence économique devait en récolter 3 Md\$ (11 000 Md COP) via une hausse des taxes (dont TVA) sur l'alcool, une hausse de l'impôt sur le patrimoine des sociétés ou encore une imposition additionnelle sur l'extraction de pétrole et charbon. Ces réformes avaient déjà été rejetées par le Congrès lors de l'adoption du budget 2026.

La Cour constitutionnelle doit désormais se prononcer sur la constitutionnalité du décret d'urgence économique. En particulier, la motivation du décret – censé répondre à des circonstances imprévues ou exceptionnelles – ne serait pas rempli selon la Cour. La décision finale de la Cour pourrait prendre plusieurs mois. Jusqu'à sa suspension, le décret avait déjà permis de récolter 330 M\$ (1 200 Md COP).

En réponse, le président Gustavo Petro a annoncé des coupes budgétaires de 4,4 Md\$ (16 000 Md COP). Ces coupes ne concerneront pas les dépenses sociales et de défense. Une augmentation des droits de douane est également envisagée, sur des produits n'affectant pas le panier des ménages. Sans hausse des recettes fiscales, seule la baisse de la dépense publique peut en

effet contenir la hausse de la dette publique, qui a déjà atteint près de 65 % du PIB en 2025.

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-5,0%	57,1%	2381
Change USD/COP	0,7%	-11,9%	3678
Change EUR/COP	-0,8%	0,4%	4338
Prix du baril (Brent, USD)	-3,4%	-7,5%	68,68

Équateur

Le gouvernement équatorien et Power China ont entamé des négociations pour la concession de Coca Codo Sinclair.

Le gouvernement équatorien et Power China ont entamé des négociations contractuelles pour **transférer l'exploitation et la maintenance de la centrale hydroélectrique Coca Codo Sinclair à Power China.** Pour ce faire, l'Équateur a suspendu l'arbitrage international que le ministère de l'Energie avait engagé pour malfaçons. Ce contrat prévoit le remplacement des huit distributeurs d'eau critiques présentant de graves défaillances, dont plus de 7 600 fissures selon la Cour des comptes depuis 2018. Les distributeurs présentaient déjà des fissures lors de leur fabrication en Chine en 2012.

Sinohydro et son sous-traitant Harbin auraient eu connaissance de ces défauts mais ne les auraient pas signalés officiellement. Les équipements ont malgré tout été installés et recouverts de béton, rendant leur remplacement complexe. La concession de la centrale devrait rapporter à l'État environ 400 M\$.

Petroecuador a pour objectif de doubler la production de gaz naturel.

Petroecuador a lancé le réaménagement de quatre puits du champ gazier Amistad, situé dans le golfe de Guayaquil, entre les provinces d'*El Oro* et de *Guayas*. L'objectif est de doubler

la production de gaz naturel, qui passerait de 17,5 à 40 millions de pieds cubes par jour d'ici septembre 2026. Les travaux concernent les puits Amistad 10, 15, 16 et 17, réalisés grâce à une plateforme importée de Chine et opérationnelle depuis novembre 2025. Le gaz produit alimente le secteur industriel, l'usage domestique et la centrale *Termogas Machala*.

Cette production permettra d'économiser environ 128 M\$ en réduisant les importations de diesel. Le champ Amistad dispose de réserves certifiées importantes, estimées à 146 milliards de pieds cubes. La production pourrait atteindre 90 millions de pieds cubes par jour en 2027.

Guyana

Le chômage a atteint un point bas à 6,8 % au T4 2024.

Le taux de chômage s'est établi à 6,8 % au T4 2024. Entre 2020 et 2024, plus de 104 000 emplois ont été créés, notamment dans les secteurs de l'agriculture, du bâtiment ou du commerce. L'Organisation internationale pour les migrations estime que le Guyana aurait besoin de 100 000 travailleurs additionnels afin de réaliser sa stratégie de croissance.

Ce résultat cache néanmoins des disparités de genre et d'âge. D'une part, le taux de chômage des femmes atteint 9,1 % (contre 5,1 % pour les hommes), alors que leur taux d'activité reste faible, à 44,8 % (contre 68,2 % pour les hommes). D'autre part, le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) est élevé, à 12,1 %. Les NEET (« ni en emploi, ni en formation ») représentent 25 % des jeunes et 66 % d'entre eux sont des femmes. Par ailleurs, l'informalité touche 48 % des travailleurs, notamment masculins (54,3 % contre 39,1 % pour les femmes).

Pérou

L'exploitation minière informelle met en péril 12 Md\$ de projets d'investissement.

Selon María Alejandra Ormeño, responsable des politiques publiques à l'Institut péruvien de l'économie (IPE), l'exploitation minière illégale met en péril des projets d'investissement minier, évalués à 12 Md\$. Par conséquent, **les investisseurs redirigent leurs capitaux vers des pays offrant une plus grande stabilité juridique et un meilleur contrôle territorial, comme le Chili.** Mme Ormeño a rappelé que l'arrêt de projets miniers formels importants n'a pas empêché l'activité extractive de se développer mais par l'entrée d'opérateurs illégaux.

Selon l'IPE, les ressources générées par l'exportation illégale d'or pourraient financer des campagnes politiques, augmentant ainsi le risque de captation de l'État par des économies illicites. Des études de l'IPE ont révélé qu'en 2025, plus de 100 tonnes d'or illégal auraient été exportées, pour une valeur de l'ordre de 12 Md\$.

Les exportations péruviennes ont dépassé 90 Md\$ en 2025, un nouveau record.

Pour la cinquième année consécutive, le Pérou a atteint un record d'exportations, selon l'Association des exportateurs (ADEX). Le pays réaffirme ainsi sa position comme l'une des économies exportatrices les plus dynamiques au monde. Les exportations ont augmenté de +21 % sur l'année 2025.

La Chine est restée le principal client du Pérou, concentrant 36 % du total exporté. Avec une solide croissance de 24 % en 2025, l'Union européenne s'est consolidée comme la deuxième destination des exportations péruviennes (11 %), ce qui reflète l'impact positif de l'accord commercial en vigueur depuis 2013 et l'intérêt soutenu pour les produits péruviens au sein de l'UE. D'après

l'ADEX, les créations d'emplois directs liés aux exportations ont augmenté de 11 % en g.a. en novembre dernier.

Suriname

Le Suriname lance un crédit destiné aux jeunes entrepreneurs.

Le crédit PKF Level-UP destiné aux entrepreneurs de 18 à 27 ans a été lancé le 30 janvier par la Banque nationale de développement du Suriname. L'objectif de ce programme est d'accorder des prêts de faible ampleur (plafond à 10 550\$; 400 000 SRD) à des conditions favorables aux jeunes entrepreneurs dans le secteur de la production et du tourisme. Il représente la branche « jeune » du programme PKF.

Le PKF a été lancé en 2023 afin d'accompagner les petites et moyennes entreprises à développer leur production. Tous les biens et services y sont éligibles, hormis le commerce, l'agriculture, l'élevage et la pêche. Le PKF doit permettre de diversifier l'économie afin de limiter les importations et de renforcer les exportations.

Venezuela

Les États-Unis assouplissent les sanctions envers le pétrole vénézuélien.

Le 29 janvier, l'OFAC (bureau du contrôle des actifs étrangers) a publié la Licence Générale 46 (LG46) qui s'applique aux entités établies aux États-Unis avant le 29 janvier 2025. Cette licence autorise certaines transactions liées au pétrole d'origine vénézuélienne et à la compagnie pétrolière nationale Petróleos de Venezuela S.A. (PdVSA). Ces transactions doivent être accessoires et nécessaires à l'extraction, l'exportation, la réexportation, la vente, la revente, la fourniture, le stockage, la commercialisation, l'achat, la livraison ou le

transport de pétrole d'origine vénézuélienne, y compris le raffinage de ce pétrole. Cette license n'autorise pas le dégel des avoirs ni l'utilisation de navires sous sanctions. Le 3 février, l'OFAC a publié la License Générale 47 (LG47) qui autorise la vente de diluants d'origine étatsunienne au gouvernement vénézuélien ou à PdVSA.

La LG46 et la LG47 n'autorisent pas les transactions liées à la Russie, à l'Iran, à la Corée du Nord, à Cuba ou à des entreprises sous contrôle chinois au Venezuela ou aux États-Unis. Elles n'autorisent pas non plus les modalités de paiement impliquant des échanges de dettes ou des paiements en or, libellés en monnaie numérique, en cryptomonnaies ou en jetons numériques, y compris le Petro (monnaie numérique l'État vénézuélien).

La réforme de la loi sur les hydrocarbures ouvre la porte aux investissements étrangers.

La réforme de la loi sur les hydrocarbures a été publiée au journal officiel le 29 janvier. Cette réforme ouvre la porte aux investissements étrangers, (i) en permettant un arbitrage international ; (ii) en permettant l'option de transférer l'exploration, le raffinage et la commercialisation du pétrole brut aux acteurs économiques privés ; et (iii) en réduisant les redevances et taxes sur les activités pétrolières. L'exploitation pétrolière peut désormais être confiée à des entrepreneurs privés ou à des actionnaires minoritaires en partenariat avec des entreprises publiques.

En janvier, les exportations de pétrole auraient atteint 800 000 bpj, soit + 60 % par rapport à décembre (498 000 bpj). Près de la moitié des exportations (392 000 bpj) auraient été transférées vers des dépôts à Curaçao et aux Bahamas. Pour mémoire, lors du blocage en mer des Caraïbes fin 2025, 40 Mb de pétrole brut et produits dérivés avaient été stockés, faute de débouchés.

En décembre, la production de pétrole aurait atteint 1,1 M de bpj.

La production de pétrole aurait atteint 1,1 M bpj en décembre (+2 % par rapport à novembre) selon l’OPEP. Les sources secondaires indiquent toutefois une production plus faible, de 896 000 bpj (-60 000 bpj par rapport au mois précédent).

Le pétrole de référence vénézuélien, Merey à 16 degrés API, a enregistré une baisse de 2\$ par baril en décembre par rapport à novembre, pour s’échanger à 45,5\$ par baril. Le prix moyen annuel a été de 55,7\$ par baril en 2025, en baisse de -18 % par rapport à 2024 (65,3\$).

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (M\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	57,1	4,6	0,7	0,6	-3,3	93,7	108	+5	26,2
Colombie	53,1	438,1	8,2	1,6	2,5	-2,3	58,9	83	+2	4,4
Équateur	18,1	130,5	7,2	-2,0	3,2	4,9	53,7 (2024)	88	+1	3,6
Guyana	0,8	25,1	31,4	43,6	10,3	7,9	29	89	+6	4,3
Pérou	34,4	318,5	9,3	3,3	2,9	1,7	32,1	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,8	3,0	2,7	-33,4	89,1	114	+2	10,6
Venezuela	26,7	82,8	3,1	5,3	0,5	4,2	164,3 (2024)	121	0	548,6
Argentine	47,6	683,4	14,4	-1,3	4,5	-1,2	78,8	47	0	28,0
Brésil	213,4	2 257,0	10,6	3,4	2,4	-2,5	91,4	84	+2	4,9
Chili	20,2	347,2	17,2	2,6	2,5	-2,5	42,7	45	0	3,7
Mexique	133,4	1 862,7	14,0	1,4	1,0	-0,2	58,9	81	+3	3,7

Source : FMI, WEO, octobre 2025

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Louis BRUGEL, Carla Derville, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)